POUR UNE GOUVERNANCE VÉRITABLE DES MIGRATIONS VERSION INTÉGRALE DE L'ARTICLE D'HUBERT VÉDRINE

Hubert Vedrine

Pour une gouvernance véritable des migrations Version intégrale de l'article d'Hubert Védrine

Exploiter de façon éhontée et politicienne l'inquiétude et les réflexes défensifs que suscitent dans les sociétés européennes de nouvelles et brusques pressions migratoires, s'ajoutant à une globalisation maintenant perçue comme menaçante, est choquant et condamnable. En outre cela ne résout rien, au contraire. Mais en sens inverse, nier avec hauteur que l'immigration puisse être un problème peut s'avérer politiquement aussi désastreux. Or c'est ce que continue à faire une partie des élites qui répète que l'immigration est une «chance», une nécessité économique, parce que nous avons besoin de travailleurs peu qualifiés, ou dans certaines spécialités, comme le dit le Medef, et un besoin démographique, la nôtre étant insuffisante, alors qu'il faut assurer nos retraites. Tout cela sur fond d'idéologie du métissage, de dépassement des identités, les individus universels étant réputés interchangeables, etc…En fait l'immigration peut être une chance, dans certaines conditions. Elle est presque toujours un problème. Mais elle est souvent une tragédie pour les personnes et déstabilisante pour les pays. Aussi quand les élites dénoncent le repliement sur soi, la fermeture, la «haine des autres» censée être ressentie par les populations, etc… elles se retrouvent dans la même posture moralisatrice et impuissante que sur la mondialisation, l'Europe, ou l'euro. Les élites devraient réaliser qu'elles ont perdu le pouvoir d'intimider ou même de convaincre par leurs sermons non seulement, les classes défavorisées, depuis longtemps, mais aussi, maintenant, les classes moyennes. Inutile de brandir à tout bout de champs dans ce débat des accusations de racisme, sauf dans les cas où ce serait avéré, de tout traiter par extension du droit d'asile, de vouloir ne se placer que sur le terrain des «principes», et de condamner les réactions sécuritaires de plus en plus nombreuses et peu surprenantes des gouvernements européens. Arguments outranciers. Aujourd'hui aucune société ne peut être complètement fermée, mais pas non plus totalement ouverte. On est donc entre les deux, et ce n'est pas qu'un problème de principe, c'est aussi un problème quantitatif et temporel: combien d'émigrants, d'immigrants, venant d'où, voulant aller où, à quel rythme, pour faire quoi, dans quel contexte économique et culturel, etc…? La seule réponse raisonnable, et politiquement apaisante, serait de montrer aux opinions que ce problème est réellement géré, dans son ensemble et dans la durée. Qu'il est «régulé», comme on aspire à donner des règles à la mondialisation devenue sauvage, et à re-réguler la financiarisation, dans le cadre du G20 et ailleurs. Il faut pour traiter ces problèmes créer des cadres internationaux, une méthode et des procédures allant au-delà des pratiques actuelles. Dans chaque zone d'interdépendance migratoire intense une conférence serait organisée chaque année entre les gouvernements des pays de départ, de transit et d'arrivée pour cogérer les mobilités et les migrations, fixer des quotas par profession et adapter les règles. Elle pourrait utilement être précédée par un forum des ONG et associations. L'ordre du jour serait arrêté en commun. Les demandes contradictoires des différents pays seraient examinées. Les européens de Schengen (voire les 27 de l'Union) la prépareraient ensemble, dans le cadre de la gouvernance en cours de réforme. Au début, le choc des revendications croisées (ouvrez! contrôlez! reconduisez! réadmettez!) entre les uns et les autres, et les reproches mutuels, seraient violents. Mais la confrontation directe et organisée serait salutaire et peu à peu, cela amènerait à anticiper les flux, à distinguer les cas de figure qui appellent de la part des pays «d'arrivée» des réponses différentes, ce qui ferait retomber la pression. Ainsi toutes les mobilités temporaires, les migrations «circulaires» (études, affaires, cultures, conférences, tourisme), devraient être beaucoup plus facilitées. Pour les migrations de travail, la capacité d'accueil des pays d'arrivée – variable - serait fixée en fonction d'une évaluation prospective de la situation économique et des besoins, de part et d'autre, et se traduirait par plus ou moins d'ouverture selon les années et les contextes, comme un thermostat. Une telle approche devrait être expérimentée d'urgence entre l'Espace Schengen (et l'UE), la Méditerranée, l'Afrique, et l'Amérique latine. Mais elle pourrait aussi concerner utilement des pays africains ou latino-américains entre eux, l'Afrique du Sud et ses voisins, les pays de l'ALENA, l'Australie, etc. Les populations ne supportent plus les discours sur la pseudo gouvernance mondiale qui ne masquent plus le désordre général, l'impuissance généralisée des pouvoirs publics et la supranationalité triomphante des marchés. De même qu'il faut re-réguler la finance, il faut cogérer les mobilités, de façon humaine, économique et responsable.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > Pour une gouvernance véritable des migrations
Version intégrale de l’article d’Hubert Védrine

24/05/2011